

RÉCEPTION À L'OCCASION DE LA FÊTE NATIONALE
**Allocution de Madame Nathalie Koenders, maire de Dijon,
1^{ère} vice-présidente de Dijon métropole**

Dimanche 13 juillet 2025, 22h00 • Salle des États

Monsieur le ministre de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation, président de Dijon métropole, cher François Rebsamen,

Monsieur le préfet de la région Bourgogne – Franche-Comté, Paul Mourier,

Mesdames, Messieurs les parlementaires,

Mesdames, Messieurs, les représentants du conseil régional de Bourgogne – Franche-Comté et du conseil départemental de la Côte-d'Or,

Monsieur le directeur interdépartemental de la Police nationale, Frédéric Vincent-Génod,

Monsieur le général de division, Sylvain Laniel, commandant la région de gendarmerie de Bourgogne – Franche-Comté et le groupement départemental de la Côte-d'Or,

Monsieur le général Hubert Charvet, commandant de l'école de gendarmerie de Dijon,

Monsieur le colonel Étienne Royal, délégué militaire départemental adjoint de la Côte-d'Or et commandant d'armes de la place de Dijon,

Monsieur le colonel Loïc Bonal, chef de corps du 511^e régiment du Train d'Auxonne,

Mesdames, Messieurs les maires,

Mesdames, Messieurs les élus, chers collègues,

Chers élus du Conseil municipal d'enfants et du Conseil participatif des jeunes,

Mesdames, Messieurs les porte-drapeaux et anciens combattants,

Mesdames, Messieurs en vos grades et qualités,

Chaque année, lorsque vient le temps de notre fête nationale, l'émotion est au rendez-vous pour chacune et chacun d'entre nous. Mais je dois bien vous confier qu'elle est, à la veille de ce 14 juillet 2025, particulièrement vive en ce qui me concerne.

Laissez-moi tout d'abord me tourner vers François Rebsamen, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, président de Dijon métropole, François Rebsamen, dont la présence à nos côtés m'honore particulièrement. Cher François, à l'issue d'une semaine au cours de laquelle vous avez porté et fait adopter par l'Assemblée nationale le texte de loi visant à créer un statut pour les élus locaux votre présence est porteuse de sens.

Les élus locaux, parce qu'ils représentent non seulement le peuple mais aussi l'immense diversité et richesse territoriale de la France, ont besoin de ce texte construit avec les associations d'élus et les parlementaires. De tout cœur, j'espère que son adoption au Sénat en septembre en permettra l'application dès les prochaines élections municipales.

Les élus locaux représentent la démocratie du quotidien et à ce titre, ils doivent non seulement être respectés mais aussi protégés. Ils doivent être protégés lorsqu'ils sont l'objet d'agressions physiques insupportables, comme ce fut le cas de notre collègue maire d'Ouges. Le texte adopté comporte à ce propos des avancées très significatives.

Mais il n'y a pas que les attaques physiques. Il y a aussi les attaques morales, et elles ne sont pas moins dangereuses car elles abîment la démocratie toute entière. A ce propos, Monsieur le Ministre, Président de la métropole, Monsieur l'ancien Maire de Dijon, permettez-moi, en mon nom personnel et au nom de tous les adeptes, ils sont nombreux dans cette salle, d'une démocratie honnête et respectueuse, de vous apporter tout mon soutien et de m'indigner des attaques insupportables dont vous avez été l'objet il y a quelques jours. Je crois qu'il n'y a pas de hasard de calendrier.

Vous auriez été « épinglé » pour vos notes de frais ? Mais épinglé par qui ? Par la justice ? Par la Chambre régionale des comptes qui vient justement de saluer la très bonne qualité de nos comptes ? Non ! Par une association dont les dirigeants *sont eux-mêmes proches* de l'extrême droite et d'un milliardaire d'ultra-droite exilé fiscal en Belgique qui refuse de répondre aux convocation d'une commission d'enquête parlementaire.

Si l'on s'en prend à vous au moment du vote de ce texte sur le statut de l'élus, je crois que cela n'est pas un hasard ; et si l'on s'en prend à vous ainsi en cherchant à vous salir au moment-même où le conseil municipal de Dijon délibère sur un rapport de la Chambre régionale des comptes notant la situation très satisfaisante des comptes de la ville de Dijon, je crois que cela n'est pas un hasard.

Vos comptes, à la ville, à la métropole, ont été passé au crible de l'examen rigoureux et transparent de la Chambre régionale des comptes, et ce tout au long de vos mandats. A Dijon, pas de cuisine, pas d'hôtel particulier, pas de frais de réception excessifs ou de procédures de marchés publics non conformes, cela arrive dans certaines collectivités, vous pouvez vous renseigner.

C'est donc un honneur pour moi d'être aujourd'hui à la tête d'une ville que vous avez non seulement transformée, mais parfaitement gérée, et cet honneur, cher François, c'est à vous qu'il revient.
(applaudissements)

Et puis c'est aussi une journée particulière pour moi puisque j'ai eu l'immense plaisir d'apprendre aujourd'hui même la décision du premier Ministre de me faire Chevalier de la Légion d'honneur. C'est une date symbolique pour recevoir cette haute distinction, et c'est une belle reconnaissance que je dois aux équipes qui m'accompagnent et aux habitants de Dijon. Comme vous vous en doutez, cher François, c'est à vous que je demanderai de me remettre cette distinction, nous en parlerons...

Enfin, je suis d'autant plus émue et heureuse de célébrer aujourd'hui la République, ses valeurs et l'héritage révolutionnaire, que j'ai pour la première fois le privilège de me prêter à cet exercice en tant que maire. Depuis mon élection, j'ai pu rencontrer la plupart d'entre vous et nourrir à ces diverses occasions des échanges constructifs. Vous voir toute et tous réunis face à moi en ce moment républicain est une grande joie. Je vous remercie donc pour votre présence ce soir, en cet anniversaire de la prise de la Bastille et de la fête de la Fédération.

Mesdames et Messieurs, « ***L'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics*** ». Par ces quelques mots, les auteurs de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789* posaient les fondements d'un régime politique nouveau, d'une société refondée, affranchie de l'absolutisme. C'est cet héritage politique et social inestimable, cette entrée de la France dans l'ère de la démocratie, de la souveraineté populaire et des droits, que nous célébrons - et par là même, défendons.

Les Lumières qui depuis la fin du 18^{ème} siècle éclairent notre Nation, nous guidant vers davantage de liberté, d'égalité et de fraternité, brillent toujours avec la même intensité. L'actualité anxiogène qui se rappelle constamment à nous pousse parfois - sans doute trop souvent - à l'oublier, c'est pourquoi je tenais à réaffirmer ici ma confiance en l'avenir.

Si notre fête nationale célèbre l'union autour d'avancées politiques structurantes, elle est aussi, à travers le traditionnel et attendu défilé, le symbole d'un lien que nous nous attachons à renforcer.

Ce lien, c'est celui qui unit l'ensemble de la population à celles et ceux - civils comme militaires - qui assurent au quotidien notre protection, notre sécurité et notre tranquillité.

Militaires des armées et de la gendarmerie, policiers nationaux ET municipaux, pompiers, agents pénitentiaires, secouristes... Toutes et tous, par votre engagement quotidien et votre apport à notre cohésion sociale, faites vivre les valeurs républicaines sur notre territoire.

À ce propos, tout récemment, la ville de Dijon devenait marraine du 511^e régiment du Train d'Auxonne. Plus qu'un acte symbolique, il s'agit d'un engagement mutuel visant à développer des actions concrètes au service de liens toujours plus étroits entre les citoyens et leur Armée.

À cet instant, permettez-moi de saluer le colonel Étienne Royal, délégué militaire départemental adjoint de Côte-d'Or, qui, après de longues années de service, a fait valoir ses droits à la retraite. Je le remercie pour la qualité de notre collaboration et lui souhaite, en notre nom à tous, une heureuse entrée dans cette nouvelle vie, que je sais d'avance très active.

J'adresse aussi ma reconnaissance au major Sylvie Dupuy, maître de cérémonie de toutes les - nombreuses - commémorations, qu'elle assure avec le talent qu'on lui connaît. Je tenais donc à l'en remercier.

Le président de la République, il y a quelques heures à peine, dans son discours aux armées, s'est exprimé sur la nécessaire prise de conscience de l'état du Monde et d'un réarmement général de notre pays. Nous avons une armée forte et elle doit le rester. La Paix est un bien précieux, mais elle n'est pas un acquis, elle n'est jamais définitive. Se prémunir face aux menaces d'un Monde dans lequel le recours à la force est de plus en plus courant est une nécessité. Nous ne devons pas nous tromper : renforcer notre armée n'est pas un acte belliqueux, c'est une garantie pour s'assurer la Paix. Aussi, je salue l'effort annoncé par le Président de la République.

2025 est l'année du 80^{ème} anniversaire de la victoire de la France et de ses Alliés sur l'Allemagne nazie et les forces de l'Axe. Tout Dijon a rendu hommage à celles et à ceux qui se sont battus avec courage pour servir la France et ses valeurs, à celles et ceux qui, victimes de la barbarie nazie, furent arrachés à la vie.

À cet égard, la vigilance doit être constante car hélas, la haine - aussi inimaginable et insensée soit-elle - n'est pas l'apanage des livres d'histoire. Elle menace de surgir à tout moment ici et là, en Europe et partout dans le monde, y compris là où l'on pense être à l'abri. C'est ce qu'exprime le résistant, philosophe et sociologue Edgar Morin, artisan d'une pensée résolument humaniste quand il dit ceci :

« Une des plus grandes leçons de mes expériences, c'est que le retour de la barbarie est toujours possible. Aucun acquis historique n'est irréversible ».

Certaines cicatrices, justement parce qu'elles expriment l'horreur du passé, ne doivent pas être cachées.

Cette année, nous avons porté à 31 le nombre de pavés de mémoire qui jalonnent nos rues. 31 noms gravés dans le sol qui sont autant d'actes de résistance face à l'indifférence. Chacun de ces sobres mais non moins puissants fragments de ville et d'histoire ancre plus solidement encore dans l'espace public et dans les consciences le souvenir des victimes de l'ineffable.

Je sais combien les Dijonnaises et Dijonnaises sont attachés à leur histoire. Tous prennent à cœur cette responsabilité collective de transmettre et faire vivre la mémoire. J'en veux pour preuve, le succès de l'événement populaire organisé par la ville au Fort de la Motte-Giron à l'occasion des commémorations du 8 mai. Un moment formidable qui a rassemblé 4 500 habitants, de tous les âges, de tous les quartiers, au cœur de ce joyau de notre patrimoine.

Si nous gardons gravées dans notre mémoire les douleurs de l'histoire, nous devons regarder en face les tragédies du présent. Nous sommes, par l'humanité qui nous lie, toutes et tous concernés, si ce n'est impliqués. Nul ne peut rester insensible aux drames qui, à l'heure où je m'adresse à vous, tuent femmes, hommes et enfants à travers le monde.

- Alors que Vladimir Poutine poursuit une guerre acharnée en Ukraine depuis plus de trois longues années, l'ONU alerte sur, je cite, « *un niveau de désespoir sans précédent* » à Gaza.
- Je pense également de toute évidence aux 49 otages israéliens toujours entre les mains meurtrières du Hamas, qui reste une organisation terroriste. 22 d'entre eux seraient encore en vie et 10 pourraient être libérés si les négociations en cours aboutissent à un nouvel accord de cessez-le-feu, et nous l'espérons de toutes nos forces.

- Aux profonds bouleversements géopolitiques des derniers mois, s'est ajouté un affrontement meurtrier entre Israël et l'Iran que nous espérons tous définitivement terminé même si tout semble relatif dans une situation politique aussi complexe.
- Comment, à cet instant, ne pas penser, le cœur serré, à nos compatriotes Français détenus par le régime iranien ? Cécile Kohler et Jacques Paris encourent la peine de mort pour des chefs d'accusation infondés, tandis que nous venons d'avoir confirmation de l'arrestation de Lennart Monterlos, porté disparu depuis le 16 juin.

J'exprime mon plus sincère soutien à nos 3 compatriotes, victimes d'une politique inique de prises d'otages occidentaux, ainsi qu'à leurs proches. François Rebsamen et François Hollande avaient reçu ici même les parents de Louis Arnaud, libéré depuis des geôles iraniennes. Nous savons la diplomatie française à l'œuvre pour nos compatriotes et c'est avec toute la force de notre espoir que nous pensons à eux, et à leurs familles.

Je n'oublie pas, bien sûr, les innombrables autres drames humains qui se jouent partout dans le monde : tant de foyers de conflits silencieux mais tout aussi meurtriers, de crises humanitaires, de droits humains anéantis... Je pense en particulier à l'inimaginable - et pourtant bien réelle - guerre totale et acharnée menée par les Talibans contre les femmes afghanes, contre leur liberté, leur dignité, leur simple droit à exister.

Il est de notre devoir de faire entendre leurs voix réduites - littéralement - au silence. Nous ne pouvons pas détourner le regard. Car la dignité humaine, les droits les plus fondamentaux n'ont pas de frontière. Notre solidarité et notre compassion non plus.

Mesdames et Messieurs, je déplore le redoutable recul démocratique constaté à l'échelle mondiale : aujourd'hui, en 2025, un quart - seulement - de la population mondiale vit en démocratie. Contre la moitié il y a 20 ans... C'était peu. C'est très très peu. Une évolution aussi vertigineuse qu'effrayante mise en avant par l'institut de recherche suédois V-Dem qui parle je cite, d'une « *vague globale d'autocratisation* ». Dans un monde où la démocratie libérale est, hélas, devenue le régime minoritaire, nous ne pouvons-nous soustraire à notre responsabilité : celle de protéger, de toutes nos forces, les piliers qui soutiennent la démocratie.

C'est toute la promesse et l'ambition à l'origine du projet européen : une volonté partagée d'instaurer et de maintenir une paix durable entre les nations. Bouclier politique face au spectre de la guerre, notre Europe s'est construite sur le refus ferme et commun des mesures coercitives, des replis nationalistes, de l'autoritarisme et de l'hostilité ; au profit de la coopération, du multilatéralisme, des valeurs démocratiques et de l'amitié.

Aujourd'hui, ce modèle européen, imprégné de l'héritage que nous célébrons aujourd'hui, est, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, confronté à des défis majeurs et à des menaces dangereusement tangibles, que l'unité et l'action nous permettront de relever.

Dans un contexte international bousculé par les incertitudes et les dangers, je tiens à rappeler combien les villes sont des repères, des pôles de stabilités sur lesquels les citoyens comptent plus que jamais. Toutes les études le démontrent : les citoyens accordent en premier lieu leur confiance aux municipalités et donc aux maires. Cette confiance, je tâche d'en être à la hauteur par une action engagée au service de l'intérêt général.

Car sous les effets conjugués de multiples phénomènes sociétaux, le climat national se teinte d'une tension accrue. Les violences et incivilités se multiplient ; le sentiment d'insécurité progresse ; les vulnérabilités sociales alimentent des tensions croissantes ; les haines de l'autre se font plus courantes et manifestes ; le civisme est parfois malmené ; les comportements individualistes s'imposent au détriment du bien commun et des logiques collectives...

S'il y a bien une valeur que je tiens à porter haut en tant que maire, une valeur qui est chère aux Dijonnaises et Dijonnais, c'est celle du respect. Le respect de l'autre, de toute évidence. Car la haine, quelle qu'en soit la forme - racisme, xénophobie, antisémitisme, islamophobie, homophobie... - est insoutenable. Elle ne peut avoir la moindre place dans la société, encore moins dans une ville profondément progressiste, humaniste et ouverte sur le monde.

J'ajoute que le respect, c'est aussi celui de notre ville, du cadre de vie, de notre patrimoine, du travail des agents du service public. Et c'est aussi - et avec le même niveau d'exigence - le respect de l'environnement, de la planète qui nous héberge. Ai-je besoin de rappeler l'urgence écologique à laquelle nous faisons face ? À Dijon, la lutte contre les crises environnementales, indissociable de la justice sociale, irrigue l'ensemble des politiques publiques.

Mesdames, Messieurs, ce respect universel - d'autrui, de la ville et de l'environnement - commence par le respect des règles communes, celles qui nous permettent de vivre ensemble dans notre

société. Sans doute le savez-vous déjà : les questions de sécurité et de tranquillité publiques se posent avec acuité. Elles arrivent d'ailleurs en tête des attentes des citoyens envers leur maire.

C'est ce que confirme l'étude d'Ipsos et du Cevipof réalisée pour l'Association des maires de France, et publiée il y a tout juste une dizaine de jours. J'ai mis un point d'honneur à continuer de porter personnellement ces sujets, avec autant de conviction que lorsque j'étais première adjointe. Mon attachement à la Police municipale dijonnaise est profond. Il est solidement enraciné, nourri par une confiance réciproque de longue date.

Et je ne manque pas une occasion de rappeler toute la reconnaissance et la haute estime que ces - désormais cent - agents m'inspirent. Je l'ai fait pas plus tard que mercredi, lors de la cérémonie organisée à l'occasion de la remise de l'étendard, moment fort à la hauteur de leur engagement. Pour la 3^{ème} fois, ils ont pris part au défilé civil et militaire de notre fête nationale. Je m'en réjouis et j'en suis fière tant nos agents de Police municipale incarnent eux aussi la République et ses valeurs, tant ils servent la Nation et contribuent à notre cohésion sociale.

Dans ce contexte, j'identifie, pour les acteurs politiques deux exigences : maintenir les conditions d'un débat d'idées constructif et apaisé et faire le choix courageux de la nuance. D'abord, n'en déplaise à certains : le conflit, le fracas et la recherche incessante des clivages ne sont pas des conditions *sine qua non* du débat politique. Peut-être faut-il le rappeler : les responsables politiques - à tous les échelons - ont le devoir de créer les conditions d'un dialogue digne et respectueux. Emprunter la voie inverse relève d'un jeu dangereux et irresponsable.

Ensuite, je tiens à l'affirmer ici avec force : loin de constituer une forme de neutralité stérile, une posture « tiède » ou un défaut de vision politique, la modération et le rejet des dogmatismes relèvent d'un positionnement politique fort et exigeant qui n'enlève rien à ma détermination.

Un positionnement qui demande du courage, du temps, de l'énergie... du travail en somme. C'est le choix assumé de la nuance. Un choix qui implique de voir les choses dans leur globalité, dans leur complexité, de prendre le temps d'en analyser tous les aspects, sans chercher à éluder des problématiques par négligence, intérêt ou tentation de la simplicité. Choisir la nuance, c'est préférer le pragmatisme au dogmatisme. Tel est, j'en ai l'intime conviction, le chemin pour réconcilier les citoyens avec l'action publique.

Dans le contexte que j'ai décrit, je considère que l'action que je mène doit d'abord être mise au service du maintien - si ce n'est du renforcement - de notre cohésion sociale, conformément à l'universalisme républicain dont nous sommes les héritiers. Cela suppose de considérer et de

comprendre avec respect et bienveillance toutes les situations, toutes les particularités, toutes les vulnérabilités.

J'ai à ce propos tenu à investir la question des foyers monoparentaux car les difficultés qu'impliquent ce schéma familial - pourtant largement répandu - sont encore trop sous-estimées.

Et toujours, je suis guidée par une conviction profonde : celle que le sport, la culture et la citoyenneté sont nos plus précieux alliés pour rassembler les générations, les milieux et les quartiers, pour émanciper et, *in fine*, donner à chacun sa place dans la société.

Mesdames, Messieurs, en tant que maire, mon travail est d'améliorer la vie des habitants. Pour ce faire, je suis amenée, au quotidien, à anticiper les menaces, à me concentrer sur les problèmes, sur ce qui ne fonctionne pas toujours aussi bien qu'on le souhaiterait. Si j'ai décrit un climat - local comme international - empreint de tensions, je tiens à exprimer l'espoir et l'optimisme qui sont les miens. Il y a un an, Dijon - comme toute la France - vibrait au rythme des Jeux de Paris. L'héritage qu'ils nous ont laissé est toujours vivant. Quand je vois des milliers de Dijonnaises et Dijonnais heureux d'être rassemblés, dans toute leur diversité, dans nos rues, sur nos places, pour fêter la musique, je me réjouis de constater que le vivre-ensemble et la richesse puisée dans les différences ont de l'avenir.

C'est cette idée de la République guidée par une boussole, celle de l'humanisme et de l'universalisme que nous célébrons aujourd'hui.

Je vous remercie et vous souhaite à toutes et tous une fête nationale sous le signe du respect, de l'humanité et du rassemblement populaire.

Vive la République, vive la France, vive Dijon.